

LA THÈSE DU COMLOT  
CONTRE L'AFRIQUE

## **Etudes Africaines**

*Collection dirigée par Denis Pryn et François Manga Akoa*

### **Dernières parutions**

Essè AMOUZOU, *Le mythe du développement durable en Afrique noire*, 2010.

Berthe Florence YMELE NOUAZI, *Travail social et Sida en Afrique. Au cœur des souffrances*, 2010.

Cyriaque Geoffroy EBISSIENINE, *La problématique de la santé et de la maladie dans la pensée biomédicale. Essai sur la normalité chez Georges Canguilhem*, 2010.

Toumany MENDY (avec la contribution de Mamadou Alassane Ndiaye), *L'illusion démocratique en Afrique*, 2010.

Joachim de DREUX-BRÉZÉ, *L'accession à l'indépendance de l'Afrique équatoriale française*, 2010.

Yao-Edmond KOUASSI, *Habermas et la solidarité en Afrique*, 2010.

Abdoulaye KANE, *Tontines, caisses de solidarité et banquiers ambulants*, 2010.

Essè AMOUZOU, *Le développement de l'Afrique à l'épreuve des réalités mystiques et de la sorcellerie*, 2010.

Régine LEVRAT, *Culture commerciale et développement rural. L'exemple du coton au Nord-Cameroun depuis 1950*, 2010.

E. NGUEMA MINKO, *Gabon : l'unité nationale ou la rancune comme mode de gouvernance*, 2010.

Sébastien Dossa SOTINDJO, *Cotonou, l'explosion d'une capitale économique (1945-1985)*, 2009.

Divine E. K. AMENUMEY, *Le mouvement de la réunification des Éwé*, 2009.

Gaston-Jonas KOUVIBIDILA, *La fuite des cerveaux africains*, 2009.

Essè AMOUZOU, *L'Afrique 50 ans après les indépendances*, 2009.

Solène LARDOUX, *Le mariage au Mali. Témoignages*, 2009.

Gisèle FOTSO, *L'enseignement de l'arabe au Cameroun*, 2009.

Jean-Emet NODEM, *Vente de médicaments à la sauvette à l'Ouest-Cameroun*, 2009.

Alexei JONES, *L'institutionnalisation de la participation de la société civile dans les politiques de développement*, 2009.

Fweley Diangitukwa

LA THÈSE DU COMLOT  
CONTRE L'AFRIQUE

Pourquoi l'Afrique ne se développe pas

L'Harmattan

DU MÊME AUTEUR

**Aux éditions L'Harmattan**

*Les grandes puissances et le pétrole africain. États-Unis - Chine : une compétition larvée pour l'hégémonie planétaire*, 2009.

*Migrations internationales, codéveloppement et coopération décentralisée* (essai), Paris, 2008. Préface de M. Mohamed Sahnoun.

*Les fraudes électorales. Comment on recolonise la RDC*, Paris, 2007.

*Le règne du mensonge politique en RD Congo. Qui a tué L.-D. Kabila ?*, Paris, 2006.

*Géopolitique, intégration régionale et mondialisation* (essai), Paris, 2006.

*Qu'est-ce que le pouvoir ?* (essai), Paris, 2004.

*Pouvoir et clientélisme au Congo-Zaïre-RDC* (essai), Paris, 2001.

*Qui gouverne le Zaïre ? La République des copains* (essai), Paris, 1997. Préface de Jean-Claude Willame, Université catholique de Louvain, Belgique.

**Chez d'autres éditeurs**

*Lettre à tous les Congolais. Savoir gouverner et servir la République*, Saint-Légier (Suisse), Afrique Nouvelle, 2003.

*L'exercice du pouvoir au Japon et en Afrique*, Saint-Légier (Suisse), Afrique Nouvelle, 2001.

*Le Paradis violé* (roman), Saint-Légier (Suisse), Afrique Nouvelle, 1996.

*Quelle solution pour l'Afrique ?* (théâtre), Saint-Légier (Suisse), Afrique Nouvelle, 1993.

*Maréchal Mobutu, je vous parle* (pamphlet), Saint-Légier (Suisse), Afrique Nouvelle, 1990.

*Couronne d'épines* (poèmes), Paris, Saint-Germain-des-Prés, 1985.

*Cette chambre-là, May, Matadi* (récit), CEZ, 1985 et Saint-Légier (Suisse), Afrique Nouvelle, 1990. Préface d'Éric Sellin, Temple University, Philadelphia, USA.

© L'Harmattan, 2010

5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>  
diffusion.harmattan@wanadoo.fr  
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-11202-5  
EAN : 9782296112025

A mes enfants :  
Alain-Fimpa Diangitukwa,  
Kimp-Mwendo Diangitukwa,  
Sarah-Fweley Diangitukwa et  
Yenge-Fweley Diangitukwa.

### **Remerciements**

Je tiens à remercier Madame Josette Henchoz Barhoumi, ancienne professeur de français au *Collège Bleu* à Vevey (Suisse), maintenant à la retraite, et Madame Christine Furrer, professeur à Lausanne (Suisse), pour leur relecture attentive et pour les suggestions qu'elles m'ont faites. Je tiens à remercier tout particulièrement Freddy Mukoyi Lokonga qui a consacré un temps précieux à commenter le manuscrit de ce livre et à me faire des suggestions constructives.

Ils m'ont tous fait bénéficier de leurs observations et de leurs conseils qui m'ont été indispensables. Je leur dis ma profonde gratitude. Toutefois, j'assume pleinement la responsabilité du contenu de ce livre.

Page de couverture : « La noria du pillage de l'Afrique », in *L'Atlas du Monde Diplomatique. Un monde à l'envers*, Paris, 2009, p. 154.

Chaque continent s'organise pour piller les ressources naturelles de l'Afrique sans y investir durablement. En Afrique, les « cerveaux », appelés aussi personnes hautement qualifiées, les jeunes travailleurs, les étudiants talentueux, les meilleurs musiciens et les meilleurs footballeurs s'expatrient. Ils quittent l'Afrique pour évoluer sous d'autres cieux. Les oiseaux rares et les animaux exotiques sont vendus à l'étranger. Les Organisations internationales proposent une fausse démocratie et apportent leur soutien aux dirigeants autocratiques qui coopèrent avec elles. Les grandes puissances accordent des prêts à des taux inacceptables dans les pays développés, puis, elles appliquent les ajustements structurels pour se faire rembourser. Les nouveaux prêts servent à payer les anciennes dettes. Les déchets dangereusement toxiques sont déversés et enfouis en Afrique. La paix est troublée par des guerres économiques que les médias occidentaux présentent comme des guerres interethniques ou des guerres de religion entre les musulmans et les chrétiens, alors que les Africains n'ont inventé ni l'islam ni le christianisme.

## Introduction

« Je suis né et venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité. Quiconque est de la vérité écoute ma voix ».

Évangile de Jean

Le présent ouvrage s'efforce de montrer les causes à l'origine du sous-développement du continent africain. Il révèle les stratégies mises en place par les États puissants et par les grandes firmes transnationales pour organiser et entretenir le complot contre l'Afrique<sup>1</sup>. En écrivant ce livre, qui s'inscrit dans le prolongement des critiques à la politique de développement émises par tous ceux qui s'opposent aux intérêts des nouveaux maîtres du monde<sup>2</sup>, je cherche à susciter une prise de conscience collective sur le complot qui pèse sur le continent africain, car c'est en luttant ensemble contre les injustices que les dominés de tous les continents parviendront à combattre l'hypocrisie et la ruse qui gouvernent ce monde. Tout en étant centré sur la question du développement de l'Afrique, j'accorde une large place à des problèmes qui peuvent à première vue paraître connexes ou secondaires mais qui, en réalité, ont un lien avec le thème principal de ce livre. Aux pages de cet ouvrage manqueront assurément les qualités littéraires requises mais elles contiennent, et c'est l'essentiel, des idées fortes.

La décennie 1960, considérée comme celle consacrée principalement au développement, a été particulièrement marquée par de nombreuses initiatives. Cette politique s'inscrivait dans le prolongement de la sortie coloniale et dans la demande d'assistance adressée à la communauté internationale par les pays nouvellement libres.

Au lendemain des indépendances africaines, l'Assemblée générale des Nations Unies a énoncé les principes d'une « action concertée en vue du développement économique des pays économiquement peu développés » (rés. 1515 (XV)). A cette époque, on pensait qu'une dizaine d'années suffirait pour que la plupart des pays en voie de développement

---

<sup>1</sup> Le complot est une conduite secrète. Il consiste à mener une action contre un individu ou un État sans en donner publiquement la moindre impression.

<sup>2</sup> Se référer à Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde. Et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, novembre 2002. Pour d'autres informations sur le complot contre l'Afrique, lire Jean Ziegler, *L'empire de la bonte*, Paris, Fayard, 2005, Charles Onana *Les secrets de la justice internationale. Enquêtes truquées sur le génocide rwandais*, Paris, éditions Duboiris, 2005, etc.

comblent leur retard<sup>3</sup>. Sur la base de l'initiative des Nations Unies, les pays du tiers-monde ont connu, sur le plan du discours, trois décennies du développement.

« - La première décennie : 60/70. En 1961, suite à une proposition du président américain John F. Kennedy, l'Assemblée générale des Nations Unies lance l'idée selon laquelle les années 60 seront la 'décennie du développement'.

- La deuxième décennie : 70/80. En 1970, constatant que la croissance de plus de 5 % l'an des pays du tiers-monde n'a pas permis d'entraîner un décollage suffisant, l'Assemblée générale proclame l'ouverture de la 'deuxième décennie des Nations Unies pour le développement' fixant, dans un bel élan d'optimisme, des objectifs de 6 à 8 % de croissance pour les années à venir.

- La troisième décennie : 80/90. Au début des années 80, la crise inattendue a frappé le Nord. Elle s'est propagée plus tard dans les pays du Sud, ceux-ci se sont endettés et on doit constater que la pauvreté n'a pas été éradiquée. Dès lors, il faut lancer pour les années 80 une nouvelle 'décennie'. Constatant les différences accrues entre les pays industrialisés et les 'pays les moins avancés', prenant acte des critiques de la dépendance, cette décennie s'est enrichie d'un défi ambitieux : la reconstruction d'un Nouvel Ordre Economique International (NOEI) qui ne verra jamais le jour »<sup>4</sup>.

Au départ, la plupart des Organisations internationales ont été conçues comme instruments d'appui au service des pays riches et dominants<sup>5</sup> qui les ont créées. Plusieurs documents ont été préparés pour souligner le rôle du système des Nations Unies dans le processus du développement, parmi lesquels on peut citer le rapport Pearson, élaboré dans le cadre de la BIRD (*Vers une action commune pour le développement du Tiers-monde*, 1969), le rapport Jackson, rédigé à la demande du PNUD (*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*, 1969) et le rapport Tinbergen, préparé par le Comité de la Planification du Développement (1970).

---

<sup>3</sup> La réalité montre que le développement est beaucoup plus complexe qu'on ne le croyait dans les années 60.

<sup>4</sup> Revue Sciences Humaines, « Repenser le développement », n° 23 Décembre 1992, p. 27. Se référer à la résolution 1710 (XVI), cité par Alain Pellet, *Le droit international du développement*, PUF, collection « Que sais-je ? », 1978, p. 46. Aux États-Unis, en 1961, le président Kennedy prit l'initiative de créer l'« Alliance pour le Progrès » de l'Amérique latine qui se traduit par l'adoption de la Charte de Punta del Este. Se référer également à la 25<sup>e</sup> session Assemblée générale des Nations Unies, New York, 1971.

<sup>5</sup> La CNUCED s'est rapidement éloignée de cet objectif.



Il est évident que les Nations Unies sont avant tout un outil au service des grandes puissances. Du reste, ce sont elles qui ont créé l'ONU après la Seconde Guerre mondiale. C'est à cause de cette collusion entre les États puissants qui ont un droit de veto et les autres États membres qu'une réforme des Nations Unies<sup>6</sup> est de plus en plus réclamée par les pays du Sud.

Sans vouloir chercher à citer tous les ouvrages dans lesquels l'Afrique a été traitée négativement, il est permis de noter avec curiosité que les Occidentaux ont abondamment critiqué l'Afrique, avec notamment des titres comme *L'Afrique est désenchantée*, *L'Afrique est déboussolée*, *L'Afrique est étranglée*, *L'Afrique est un songe*, *L'Afrique est trahie*, *L'empire et les nouveaux barbares*<sup>7</sup>, etc.

La stratégie utilisée par ceux qui écrivent des livres négatifs sur l'Afrique consiste à dire du mal de ce continent, à critiquer sévèrement et régulièrement les Africains dans le but de les décourager et de retarder ainsi le développement de leur continent. Ainsi, à force d'entendre que l'Afrique est déboussolée, qu'elle est étranglée et écartelée, de nombreux Africains ont fini par y croire. Aujourd'hui, ils répètent eux-mêmes, sans y être forcés, le discours occidental négatif sur l'Afrique et sur les Africains.

En écrivant son livre *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Stephen Smith n'a pas hésité un seul instant à établir un véritable bulletin nécrologique de l'Afrique. Pour cet auteur, il y a un parallélisme entre la mort et le Nègre. Mais quel est ce continent où personne ne meurt ? Quant à Jean-Christophe Rufin, il a préféré examiner la rupture Nord-Sud dans les relations classiques entre *L'Empire et les nouveaux barbares*.

Les Africains, en tout cas nombre d'entre eux, ont tellement cru à leur infériorité sinon à l'infériorité de leur continent qu'ils n'hésitent pas à accepter la présence des experts occidentaux et des armées occidentales dans presque chaque conflit, tout en ignorant que la présence de ces armées et de nombreux experts étrangers s'inscrit dans la volonté de poursuivre la domination de l'Afrique.

Qu'à cela ne tienne ! Le *Discours sur le colonialisme*, le *Cabier d'un retour au pays natal*, *Les Damnés de la terre*, *Peau noire masques blancs*, *Les Noirs de la diaspora*, *Du crime d'être Noir*, etc., sont quelques-unes des plus belles pages

---

<sup>6</sup> Sur la réforme des Nations Unies, se référer à Fweley Diangitukwa, *Qu'est-ce que le pouvoir ?*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 249-ss.

<sup>7</sup> Ce sont là quelques titres des livres publiés en Occident où la réflexion sur l'Afrique est souvent négative. Tout est dit pour saper le moral des Africains. Maintenant, il faut faire en sorte que les Africains arrivent à dépasser leur sentiment d'infériorité, qu'ils arrivent à constater le retard de l'Afrique et à penser aux remèdes, car un homme digne doit toujours refuser de se savoir vaincu.

sur l'Afrique. Ces livres rappellent les conditions des Africains qui vivent continuellement une colonisation qui ne dit pas son nom. Si, selon Franz Fanon, les Africains sont *les damnés de la terre*, il faut bien que l'Afrique se mette à préparer un avenir radieux.

Parallèlement à cette démarche négative pour l'Afrique, il faut néanmoins reconnaître que les Africains ont été souvent informés sur l'exploitation des ressources naturelles de leurs pays par quelques rares Occidentaux honnêtes et bien intentionnés pour les pays pauvres d'Afrique, à l'instar de Paul Bairoch, Gunnar Myrdal, Adam Hochschild, François-Xavier Verschave, Jean Ziegler, Pierre Péan, etc. mais aussi par des chercheurs africains ou d'origine africaine comme Samin Amir, Rodney Walter, Ki-Zerbo, etc. Certains de ces auteurs ont estimé que l'aventure coloniale fut l'une des sources du développement capitaliste européen et de la déchéance économique de l'Afrique ou encore que l'Afrique ne se développe pas à cause d'une trop forte mainmise étrangère.

Dans le domaine précis du développement, les seules théories de référence sont celles qui correspondent et répondent aux demandes et aux attentes des économies occidentales. En tout cas, les grandes écoles de pensée sur le développement de l'Afrique sont occidentales et elles sont pour la plupart en Occident.

Le développement est une question qui préoccupe les États du Nord et du Sud ainsi que de nombreux experts et des instituts de recherche centrés sur ce concept. « La pensée économique sur le développement se structure autour de quelques grands clivages : marché ou État ?, agriculture ou industrie ?, développement autocentré ou extraverti ?, croissance équilibrée ou désarticulée ? Chaque grand choix stratégique comporte plusieurs sous-options. Ainsi entre l'État et le marché – grand dilemme du siècle –, il existe de nombreuses variantes intermédiaires :

- marché 'sélectif' par promotion des exportations et limitation des importations (Mexique des années 60/70) ou libéralisation totale (Chili de 73 à 85),
- interventionnisme étatique par nationalisation (Algérie depuis l'indépendance) ou incitation et encadrement du secteur privé (stratégie des pays asiatiques) »<sup>8</sup>.

Si le concept de développement a jusqu'à présent été conçu en amont par l'Occident, il est aujourd'hui question que les Africains conscients amorcent la même réflexion en aval en l'accompagnant de mesures politiques favorisant la croissance économique. C'est en devenant maîtresse de son destin que l'Afrique se fera respecter et qu'elle donnera

---

<sup>8</sup> Revue *Sciences Humaines*, « Repenser le développement », n° 23 Décembre 1992, p. 27.

une dignité aux Africains qui reprendront confiance en eux car, aujourd'hui, ils sont partout infériorisés et humiliés. En réalité, ils sont couverts de mépris et rabaissés afin qu'ils se découragent et qu'ils reproduisent eux-mêmes le discours sur le retard de leur continent et sur l'incapacité des hommes noirs à inventer une idéologie ou une technique nouvelle qui viendrait modifier radicalement l'ordre mondial existant. Les pays développés<sup>9</sup> distillent partout un discours et une vision égoïstes quant à leur avance dans tous les domaines car ce discours leur donne une supériorité nécessaire au maintien de leur suprématie et de leur domination du monde. Si, dans leur déclaration publique aux Nations Unies et sur d'autres plates-formes, ils s'apitoient sur les pays pauvres, en réalité, ils ne veulent pas que ces derniers les concurrencent ni surtout qu'ils les devancent.

Les facteurs qui expliquent l'absence de développement sont à la fois internes et externes, mais ils sont plus externes qu'internes, plus structurels que conjoncturels, car les facteurs externes pèsent plus lourdement dans le mauvais développement du continent. D'où cette conclusion hâtive selon laquelle le sous-développement de l'Afrique vient de la mauvaise gouvernance mondiale (ou planétaire) qui facilite et appuie la mauvaise gestion en Afrique.

En réalité, parler du mauvais développement de tout le continent africain relève simplement de la provocation, car tous les pays ne forment pas un seul bloc et ne suivent pas le même rythme de développement. Ceci est très vite confirmé en comparant le développement de l'île Maurice à celui du Togo, ou celui de la Tunisie à celui du Zimbabwe, celui du Ghana à celui de la RD Congo. Une telle comparaison permet de dire tout simplement qu'aucune explication simple ne saurait répondre clairement à la question du développement car ce sujet est très vaste et englobe plusieurs dimensions. Il est, de ce fait, impossible de l'épuiser. Aussi est-il nécessaire de ne retenir que les aspects les plus essentiels sinon les plus pertinents, en laissant de côté les épiphénomènes.

Pour renforcer la soumission des dominés et des vaincus, les États occidentaux ex-coloniaux se conduisent comme dans une bataille napoléonienne : ils montrent partout leurs armes meurtrières très

---

<sup>9</sup> Traditionnellement, « un État est développé si son économie est autocentrée, il appartient au 'centre' ; il est en développement et relève de la périphérie si son économie est excentrée et dominée, si le secteur économique moderne qui a pu s'y créer est, dans son ensemble, orienté vers l'extérieur et lié à des intérêts étrangers », in Alain Pellet, *Le droit international du développement*, op. cit., p. 14.

sophistiquées et très modernes pour faire peur et inciter les Africains à abdiquer et à se soumettre.

Ceux qui combattent la tyrannie planétaire et qui défendent les intérêts de l'Afrique afin de pousser ce continent et ses peuples à aspirer à un monde meilleur dans lequel les relations entre les humains, entre les États et entre les continents, seraient moins polluées et moins travesties, doivent s'armer non seulement d'une dose de courage mais encore d'abnégation. On sait que les intérêts des États priment sur les considérations morales et que les stratégies mises en place sont souvent subtiles. Ceux qui se battent pour un monde meilleur doivent tenir compte de cette réalité. Les décideurs africains doivent surtout mettre en place des stratégies qui leur donneront le pouvoir de négocier sans complexe, en étant fermes et exigeants, avec les partenaires étrangers qui sont déjà en position de force.

Dans les pays développés et dans les Organisations internationales – à l'exception de la CNUCED<sup>10</sup> –, la bureaucratie du développement international néglige presque la question de l'exploitation et de la domination des Africains. Les dictateurs sont partout soutenus et armés par les grandes puissances afin de matraquer et de décourager tous ceux qui tentent de revendiquer les droits de leur peuple. Les moyens sont connus : tortures, assassinats et actes effroyables de répressions, dont on ne parle pas assez alors qu'ils condamnent à la prison et au silence tant les intellectuels qui osent s'opposer aux régimes tyranniques que ceux qui mettent leurs compétences au service de la lutte pour l'émancipation de leur peuple.

Certes, la simple dénonciation est loin d'être suffisante pour changer les rapports de force entre le Nord et le Sud, mais cette démarche est nécessaire parce qu'elle participe à la prise de conscience de l'homme africain qui a besoin d'être délivré de l'aliénation après plusieurs décennies de colonisation et d'intoxication. Tous les moyens doivent être exploités pour parvenir à la souveraineté et à une vraie indépendance économique. Les techniques d'information, le système éducatif et la culture tels qu'ils fonctionnent actuellement ne sont-ils pas fabriqués pour chercher à perpétuer la soumission des Africains et pour faciliter

---

<sup>10</sup> La CNUCED a été fondée en 1964 sous l'impulsion d'économistes latino-américains et arabes, dont l'Argentin Raúl Prebisch (qui fut son premier secrétaire général). Elle visait à aider les pays de l'hémisphère Sud à corriger l'inégalité des termes de l'échange dont ils étaient (et sont toujours) victimes sur le marché mondial. « Au moment de la fondation de la CNUCED, la dette extérieure cumulée des 122 pays du tiers-monde s'élevait à 54 milliards de dollars. Elle est de plus de 2 000 milliards aujourd'hui », in Jean Ziegler, *L'empire de la honte*, op. cit., p. 49.

l'achat à vil prix de leurs ressources naturelles qui sont indispensables à l'économie industrielle des pays du Nord ?

Dans la vie, on n'envie que ce que l'on ne possède pas. Voilà pourquoi, pour supprimer l'envie des populations africaines, il faut d'abord satisfaire les besoins élémentaires en luttant contre la pauvreté ; sinon, il faut changer de philosophie de vie en poussant les femmes et les hommes à porter un nouveau regard – un autre regard – sur le monde.

J'illustre le complot et la mainmise étrangère sur les ressources naturelles, qui sont la cause principale des conflits en Afrique, à travers deux cas d'école : la RD Congo et la Somalie. Mais il y a bien sûr de nombreux autres exemples qui peuvent être cités : le Nigeria (delta du Niger), le Soudan (Darfour), l'Angola (Cabinda), les pays du Golfe de Guinée, etc. Je situe le complot à différents niveaux et j'affirme que la connaissance de l'existence du complot contre l'Afrique permettra à ce continent de se ressaisir et de se développer rapidement. Sans cette connaissance, ce sera le *statu quo* et la poursuite de l'exploitation honteuse, car les nombreuses stratégies mises en place le sont souvent à l'insu des Africains qui ignorent les mécanismes.

Dans ce livre, je défends la thèse selon laquelle ce n'est pas l'Europe qui aide l'Afrique à se développer, mais en se laissant exploiter servilement, ce sont les États africains qui aident les pays occidentaux à se développer. Je mets l'accent sur les facteurs essentiels du sous-développement. Cela signifie que si les États africains trouvent des réponses adéquates à ces facteurs ou à ces causes, le développement de l'Afrique deviendra possible. J'ajoute nombre de faits et de citations pour démontrer, preuves à l'appui, que le complot contre l'Afrique existe réellement et que cette conviction engage d'autres que moi à soutenir cette thèse.

*« Personne ne commet une faute plus grande que celui qui ne fait rien parce qu'il ne peut pas faire beaucoup ».*

Edmund Burke

*« Pour triompher, le mal n'a besoin que de l'inaction des gens de bien ».*

Edmund Burke, in *Attribution*

## Qu'est-ce que le développement ?

### 1.1. Le concept de développement

Il existe plusieurs définitions du terme développement, mais dans les grandes lignes, il s'agit d'un processus qui permet aux êtres humains d'accroître leurs ressources personnelles, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. Pour certains, c'est un processus par lequel l'humanité réalise son destin. « Le développement vise à assurer l'opulence collective, qui serait la condition de l'harmonie sociale. »<sup>11</sup> D'autres auteurs analysent le sous-développement en terme de conséquences d'un processus de destruction des sociétés traditionnelles. Vu sous cet aspect, il s'agit de la désarticulation économique, politique, sociale et culturelle engendrée par l'intrusion du modèle occidental dans les sociétés traditionnelles<sup>12</sup>. C'est également un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale. C'est par le développement que l'indépendance politique acquiert son sens véritable et c'est encore le développement qui permet à un individu ou à une société d'évoluer. Il faut pour cela une volonté manifeste d'autonomie, tant individuelle que collective.

Les spécialistes admettent que le concept de développement remonte aux années 1950. Il désigne « le processus de passage des sociétés traditionnelles vers l'industrialisation »<sup>13</sup>. Synonyme de « modernisation » ou « d'industrialisation », le développement économique est toujours marqué par des transformations sociales significatives : le passage de l'économie rurale à l'économie urbaine entraînant un exode rural, le déclin du nombre d'agriculteurs, l'urbanisation, la salarisation ; la scolarisation et ses conséquences : déclin des cultures orales, essor d'une culture techno-scientifique ; ainsi que la transition démographique qui est une phase d'évolution de la population caractéristique des pays en voie de développement (PVD). Ce terme est lié à la baisse de la mortalité, due

---

<sup>11</sup> François Partant, *La ligne d'horizon. Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte, 2007, p. 8.

<sup>12</sup> Marc Gentilini, *Médecine tropicale*, collection Médecine-Sciences, éd. Flammarion, 1993, p. 40.

<sup>13</sup> Je me réfère à un article paru dans la Revue *Sciences Humaines*, « Repenser le développement », *op. cit.*, p. 18.

aux politiques de santé, qui conduit dans un premier temps à une croissance démographique importante, puis à l'augmentation des niveaux de vie et/ou des politiques de limitation des naissances avant d'aboutir au rétablissement de l'équilibre entre la mortalité et la natalité<sup>14</sup>.

Au début, on mesurait le développement par la croissance de la production (PIB), c'est-à-dire par ce que gagne en moyenne chaque habitant par an, en additionnant les salaires des plus riches et des plus pauvres et en les divisant par deux. Mais depuis 1990, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publie chaque année une nouvelle mesure appelée *indicateur du développement humain*. L'IDH est fondé sur une moyenne de trois indicateurs, à savoir l'espérance de vie, le niveau d'alphabétisation des adultes et le niveau de revenu par tête. On peut se demander valablement, comme le docteur Marc Gentilini : « Le développement est-il simplement un manque de moyens techniques, de capitaux, de personnes qualifiées ? »<sup>15</sup>.

Le développement est un processus qualitatif, irréversible qui ne peut s'observer que sur une très longue période. Ce terme est souvent confondu avec la croissance qui traduit une augmentation de la production et qui se mesure grâce au produit intérieur brut (PIB). « On peut définir un processus de développement par la combinaison des changements touchant l'ensemble des structures économiques, sociales, culturelles et démographiques. De nombreux critères doivent donc évoluer simultanément : le niveau de vie (mesuré par le PNB par habitant), la part de l'industrie et les services dans la production et dans la population active, les écarts de revenus, l'espérance de vie, le taux de mortalité infantile, le taux d'alphabétisation, le nombre d'étudiants, de chercheurs, etc. L'analyse de ces critères fait apparaître de fortes inégalités de développement dans le monde »<sup>16</sup>.

Pour le Nobel de l'économie Amartya Sen, « le développement est le processus d'expansion des vraies libertés – ou, inversement, l'élimination des 'entraves à la liberté' » qu'il nomme joliment les « *unfreedom* »<sup>17</sup>. Pour Alain Pellet, « le développement et le sous-développement apparaissent comme des phénomènes évolutifs, liés l'un à l'autre et qui, dans une large mesure, s'expliquent l'un par l'autre »<sup>18</sup>. Pour Rudolf H. Strahm, « Le développement consiste en l'éradication de la pauvreté absolue, la

---

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Marc Gentilini, *Médecine tropicale*, *op. cit.*, pp. 39-40.

<sup>16</sup> Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier, 1993, p. 120.

<sup>17</sup> Amartya Sen, « Development as Freedom », New York, Knopf, 1999 cité par Gilles Paquet, *Gouvernance. Une invitation à la subversion*, éd. Liber, Montréal, 2005, p. 15.

<sup>18</sup> Alain Pellet, *Le droit international du développement*, *op. cit.*, p. 3.



satisfaction des besoins fondamentaux et l'intégration de toutes les couches sociales au processus de production et au processus de décision, le but final étant la libération de toute forme d'oppression ou d'exploitation et la redistribution des richesses et du pouvoir»<sup>19</sup>. C. Kamitatu Massamba, cité par Alain Pellet, définit le développement comme un « processus dynamique et cumulatif de libération et de transformation des structures mentales, politiques, économiques, culturelles et sociales de tout groupe humain, selon des valeurs et un rythme qui lui sont propres »<sup>20</sup>. Pour Rodney Walter, « le développement est un processus de progrès vers lequel tous les peuples sont engagés au cours de leur existence *via* le développement de structures sociales, la régulation des relations internes ou externes, l'amélioration de l'économie... ».

Suivant la théorie de Walter Rostow<sup>21</sup>, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), le décollage économique d'un pays obéit à des exigences qui ressemblent à des étapes.

Pour qu'un pays se développe pleinement, il faut non seulement un contexte national de paix mais il faut en plus mettre l'accent sur l'importance d'un contexte régional et international de paix<sup>22</sup>, s'appuyer sur un capital national, développer chez les citoyens la culture de la lecture, l'esprit d'élévation et de compétition permanente. Le maintien de la paix est une condition préalable et indispensable à tout processus de

---

<sup>19</sup> Rudolf H. Strahm, *Pourquoi sont-ils si pauvres ?*, A La Baconnière, Neuchâtel, 1975, p. 41.

<sup>20</sup> Alain Pellet, *Le droit international du développement*, *op. cit.*, p. 4.

<sup>21</sup> Walter Rostow fut l'un des promoteurs modernes du mythe du développement. En 1960, il publia son livre devenu célèbre *Les étapes de la croissance économique*. Ce livre fascina toutes les technocraties. Selon lui, « les sociétés passent d'une économie traditionnelle aux étapes d'accumulation et de décollage pour parvenir à l'étape finale de la consommation de masse, laquelle n'est rien d'autre que le développement. [...] Avec cette théorie, Rostow convainquit tous les technocrates qu'ils pouvaient atteindre le développement. Il suffisait de savoir appliquer les bonnes théories et les bonnes politiques, de créer de la valeur ajoutée, d'accumuler, de décoller et de s'adonner à la consommation de masse. Le défi consistait à reproduire, dans une période aussi courte que possible, le processus de développement de l'Europe et des États-Unis. Depuis ce temps, nous avons vu beaucoup de 'décollage' mais peu de cas de développement national », in Oswald De Rivero, *Le mythe du développement*, Paris, éd. Charles Léopold Mayer, collection « Enjeux Planète », 2003, p. 128. En effet, Rostow s'était en partie lourdement trompé, car il y a plusieurs facteurs qui contribuent au développement d'un pays et tous les pays qui se développent ne suivent pas nécessairement les mêmes voies ou les mêmes étapes.

<sup>22</sup> Il n'y a pas de développement sans paix. En 1979, dans sa politique de réforme et d'ouverture, le leader chinois, Deng Xiaoping, a fixé deux objectifs majeurs à la diplomatie chinoise pour préparer l'ascension de son pays : la paix et le développement.

développement. Pour confirmer cela, les spécialistes et les observateurs rappellent que les années de guerre civile ont toujours retardé considérablement le décollage économique à cause des distorsions provoquées sur les circuits économiques, des perturbations suscitées dans le comportement des humains et à cause de la réticence ou du découragement induits chez les investisseurs.

A contrario, le sous-développement est la perversion de ce processus naturel qu'est le développement. Dans ce processus, l'épanouissement de la personne humaine en constitue la fin ultime. Pour l'historien Rodney Walter, c'est l'intrusion des Européens qui a entraîné le sous-développement en Afrique alors que l'Europe elle-même a continué son processus de développement.

Si pendant longtemps, on a cru que seuls les pays du Sud étaient concernés par le développement, on s'aperçoit de plus en plus aujourd'hui que tous les pays de la planète sont préoccupés de cette idée du développement. Il n'y a donc pas d'un côté des pays en voie de développement et de l'autre des pays développés ou industrialisés. En réalité, il y a partout des zones développées et d'autres en voie de développement ou de marginalisation. D'où cette affirmation : « Nous sommes tous des pays en voie de développement »<sup>23</sup>.

La question du développement, apparemment simple, est plutôt difficile et complexe, car tous les pays du monde sont en voie de développement, parce que l'homme est toujours à la recherche d'un bien-être amélioré, de plus de confort, de facilité et de stabilité. Mais, lorsque l'on parle de développement, la tendance générale est de vouloir diviser le monde entre les pays développés qui sont au Nord et les pays en développement, en voie de développement ou encore les pays sous-développés qui sont situés au Sud. Dans cette division, on classe au Nord les peuples qui vivent dans l'abondance et au Sud ceux qui vivent dans la pauvreté, dans la misère, dans la précarité ; les pays du Nord sont souverains et maîtres de leur destin, tandis que ceux du Sud sont faibles, vulnérables et dépendants des pays du Nord. Vu sous cet angle, il est difficile de dire à l'homme de la rue qu'un pays comme la Suisse est en voie de développement, car la Suisse se développe chaque année. Il y a une autoroute entre Lausanne et Neuchâtel qui n'existait pas en 1983, la qualité des montres neuchâteloises s'améliore ; toujours en Suisse, « en 1930, sur 1000 nouveau-nés, 51 mouraient au cours de la première année. En 1984, seulement 7,1 »<sup>24</sup>. Les exemples peuvent être multipliés à

---

<sup>23</sup> Revue *Sciences Humaines*, « Repenser le développement », *op. cit.*, p. 18.

<sup>24</sup> Nils Undritz, *Le système de santé en Suisse*, Lausanne, éd. Payot, 1988, p. 19.

l'infini pour démontrer que la Suisse, à l'instar des autres pays, se développe.

Tout pays qui ne se développe pas régresse et tend à devenir à son tour un pays sous-développé. Donc, tous les pays du monde sont en voie de développement.

En observant le développement des pays du tiers-monde, on découvre une grande disparité. D'un côté, il y a les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) comme les quatre dragons d'Asie (Corée du Sud, Singapour, Hong Kong, Taiwan) auxquels il faut ajouter le Brésil, le Mexique ou encore l'Inde. De l'autre, il y a le groupe des pays les moins avancés (PMA) qui n'ont pas connu le démarrage de l'industrialisation (*take off*) et qui rassemblent les pays au comble de la misère comme le Niger, l'Afghanistan, le Mali, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, le Tchad ou l'Éthiopie. Les pays en voie de développement (PVD) se divisent en plusieurs groupes : les pays en voie de modernisation (Algérie, Pérou, etc.) composés de pays qui, malgré certaines difficultés, ne sont pas menacés par la malnutrition ou par les épidémies, et les pays les moins avancés. Cette différence de situation montre qu'il n'existe pas un tiers-monde mais des tiers-mondes<sup>25</sup>.

Pour parvenir à un développement harmonieux, il faut que le développement global ou national soit appuyé par un « développement local » appelé aussi « développement par le bas », « autodéveloppement » ou encore « développement endogène ». Le concept de « développement par le bas » est apparu au début des années 80 comme la voie de substitution face aux carences des politiques globales<sup>26</sup>. Ce type de développement, qui fait appel au slogan maoïste « compter sur ses propres forces », met en avant le principe du « *self help* » ou « *self reliance* » (aide-toi toi-même). Toutefois, il faut éviter que le développement local devienne synonyme d'autarcie.

Tout le monde admet aujourd'hui que le développement résulte « d'une dialectique du local et du global » car il faut bien que les deux se complètent. Il est important de souligner le rôle indispensable du facteur humain, car, pour qu'il y ait développement, il est nécessaire de mobiliser au préalable les populations concernées, c'est-à-dire les acteurs locaux qui doivent jouer un rôle de moteur. Il est désormais admis que le facteur

---

<sup>25</sup> Le terme « Tiers-monde » a été utilisé pour la première fois par Alfred Sauvy, le 14 août 1952, dans le Journal *L'Observateur*. Dans son article intitulé « Trois Mondes, une planète », il conclut en ces termes : « car enfin ce Tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le Tiers-État, veut lui aussi être quelque chose ». Dès sa naissance, ce terme devait désigner les pays du sud de la planète formant un ensemble uni face aux deux camps capitaliste et socialiste.

<sup>26</sup> Revue *Sciences Humaines*, « Repenser le développement », *op. cit.*, p. 18.

humain serait – au Nord comme au Sud – une des clés de la croissance et donc du développement.

De nombreuses études montrent que l’Afrique est marginalisée dans une économie de plus en plus globalisée, car le volume des flux économiques destinés à l’Afrique est très faible par rapport à ce que reçoivent d’autres régions en développement. L’Afrique ne représente que 2 à 3 % des flux mondiaux. Beaucoup de pays restent dépendants de l’aide publique et ne fournissent pas les efforts nécessaires pour s’en sortir. En plus, il convient de noter que l’aide publique au développement est souvent envoyée aux mêmes pays. Par ailleurs, il est reconnu que jusqu’à ce jour la contribution de l’aide publique au développement est continuellement en baisse<sup>27</sup>. Les pays riches sont de plus en plus égoïstes alors qu’ils refusent de retourner l’argent détourné par les chefs d’État qu’ils ont mis en place dans les pays du tiers-monde et qu’ils ont soutenus contre vents et marées.

« Le PNUD a constaté, dans son Rapport mondial sur le développement humain 2003, l’échec de la communauté internationale concernant l’aide publique au développement : alors que les pays riches s’étaient engagés à porter l’APD à 0,7 % de leur PNB lors de l’Assemblée générale des Nations Unies de 1970, cette aide n’a au contraire cessé de baisser de la fin de la guerre froide jusqu’en 2002, passant de 0,33 à 0,22 % de leur PNB. Seuls quatre pays respectent l’objectif prévu : le Danemark, la Suède, la Norvège et les Pays-Bas.

Plus grave encore : alors que les pays développés s’étaient engagés, lors de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, en 1981, à affecter 0,15 % de leur PNB à l’aide publique au développement allouée aux pays les moins avancés (PMA), seuls 5 pays sur 20 ont respecté cet engagement lors des années 1990. Ce ne sont pas les pays les plus pauvres qui sont les plus aidés, bien au contraire. Et la résurgence affichée des impératifs stratégiques et énergétiques depuis le 11 septembre 2001 renforce encore la tendance de l’Occident, États-Unis en tête, à privilégier les alliés sûrs et utiles (même dictatoriaux) plutôt que les pays pauvres.

---

<sup>27</sup> Il convient de faire la différence entre l’aide pour la survie qui est courante et l’aide pour le développement qui est rare. Si l’aide pour le développement existait vraiment, l’Afrique aurait déjà amorcé son décollage économique, car l’idée de l’aide pour le développement existe depuis les années 1960, c’est-à-dire depuis 50 ans. En effet, dans la question du développement du continent africain, il y a plus de discours que d’actions concrètes, comme les déclarations sans lendemain de l’ancien Premier ministre britannique, M. Tony Blair. Dans la coopération, chaque nation riche cherche avant tout ses propres intérêts. Il faut être naïfs ou utopistes pour croire que l’aide au développement contribuera au développement du continent africain. Aucun pays, dans l’histoire, n’a développé un autre pays au détriment de son propre développement national, car dans les relations entre nations, il n’y a que les intérêts économiques qui comptent. Se référer à Éric Chambaud, « Comment on aide l’Afrique », in *Revue Le Débat*, Paris, Gallimard, n° 68, janvier-février 1992.

En 2004, le Forum économique mondial, basé à Washington, qui s'est donné pour but de suivre l'application du « Millenium Project » (les objectifs du millénaire), constate, dans son premier rapport sur la gouvernance mondiale, qu'aucune des promesses de la « décennies des bons sentiments » n'a été véritablement suivie d'effet... »<sup>28</sup>.

Le refus de l'aide est une volonté délibérée des grandes puissances financières pour maintenir les pays du tiers-monde dans la dèche afin de faciliter leur soumission et leur domination. L'aide publique au développement envoyée aux pays du tiers-monde est une astuce mise en place par les pays qui exploitent les minerais et les produits agricoles africains en les achetant à un vil prix. Ce que les pays riches appellent « aide » est, en réalité, une façon arrogante de redistribuer leur sur-profit issu du pillage des économies périphériques accompli de manière extrêmement et excessivement brutale. Ils acceptent de retourner aux pays producteurs une partie dérisoire de leurs gains pour assurer leur survie et pour éviter que les populations de ces pays se révoltent contre le système économique mondial très injuste à leur égard<sup>29</sup>. L'aide publique au développement doit de ce fait être supprimée pour être remplacée par le commerce équitable car cette aide publique est une façon détournée de maintenir la domination et la colonisation moderne en se moquant publiquement et sciemment des pays pauvres. Si les pays riches étaient vraiment sincères et honnêtes, pourquoi n'achètent-ils pas les matières premières à leur juste prix, pourquoi ne refusent-ils pas de s'engager dans le pillage des ressources naturelles des pays du tiers-monde en s'appuyant sur les chefs d'État qu'ils mettent en place, en recourant aux fraudes électorales et à défaut aux coups d'État ? L'aide publique au développement entretient l'injustice au niveau planétaire et elle ne permettra jamais aux pays du tiers-monde de se développer harmonieusement. Du reste, depuis son institution au début des années

---

<sup>28</sup> Sylvie Brunel, *Le développement durable*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2004, pp. 58-59. En 2000, tous les gouvernements du monde ont adopté huit objectifs qui doivent être réalisés d'ici 2015. Ces objectifs sont : réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim ; assurer la scolarisation primaire de tous les enfants ; promouvoir l'égalité des sexes et renforcer la place de la femme ; réduire de deux tiers la mortalité infantile ; réduire de trois quarts la mortalité maternelle ; stopper la propagation du sida, de la malaria et d'autres maladies ; diminuer de moitié le nombre de personnes n'ayant ni source sûre d'eau potable ni sanitaires, et mettre fin à la déperdition des ressources naturelles ; instaurer un partenariat mondial pour le développement : établir des relations commerciales et financières équitables, libérer les pays pauvres du fardeau de la dette et accroître l'aide au développement.

<sup>29</sup> Sur cet aspect du problème, lire le livre de Michel Collon, *Les sept péchés d'Hugo Chavez*, Investig'Action, 2009.

1960, aucun pays pauvre d'Afrique ne s'est développé grâce à cette aide. Mais quelles sont les causes à l'origine de cette situation ?

### 1.2. *Le développement procède en général du libre choix de chaque communauté*

Le développement procède en général du libre choix de chaque communauté qui met à contribution les facultés d'imagination de ses créateurs qui inventent pour répondre aux besoins spécifiques et intrinsèques des membres de la collectivité. Sur cette base, « nous sommes enclins à considérer qu'en principe toutes les communautés humaines, sinon tous les États de la planète, disposent des mêmes atouts au développement. A chacun avec ses matières premières d'inventer, selon ses besoins, ses propres ressources »<sup>30</sup>. Hélas, jusqu'à présent, les pays en développement demeurent subjugués par les variables que privilégie le modèle de développement dominant enseigné dans les écoles occidentales<sup>31</sup> qui entretiennent méthodiquement, stratégiquement et astucieusement la dépendance des pays du tiers-monde. L'adage occidental officiel en la matière est le suivant : « Développez-vous comme nous. Suivez notre modèle ». Et l'Afrique, comme une élève docile et « stupide », suit l'Occident ; elle accepte tout : les bonnes théories et les mauvaises. Lorsque l'Occident pollue, l'Afrique pollue aussi. Comme les passagers d'un train, ceux qui occupent les voitures de tête arrivent avant ceux placés en queue du train mais, en cas de catastrophe, les uns et les autres meurent ensemble !

Le développement d'une nation n'est rien d'autre, comme l'affirme le professeur Marc-Louis Ropivia, qu'une question de « génie de la mise en valeur », c'est-à-dire la capacité de façonner ou de transformer les ressources disponibles en produits finis qui correspondent et répondent aux besoins du peuple. D'où cette autre réflexion : « Les ressources des uns ne peuvent être celles des autres et la technique des autres ne peut devenir la nôtre »<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Marc-Louis Ropivia, « Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique », in *Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ?*, Réponse des intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique et de sa Diaspora. Actes de la Conférence internationale des Intellectuels et Hommes de Culture d'Afrique, Dakar (Sénégal), 21-26 mai 1996, p. 255.

<sup>31</sup> Le développement est une notion éminemment occidentale. Mais une alternative à ce type de développement n'existe-t-elle pas ?

<sup>32</sup> Marc-Louis Ropivia, « Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique », in *Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ?*, *op. cit.*, p. 255.

Dans la lignée des idées reçues sur le développement, on a longtemps cru que les théories venues de l'extérieur contribueraient au développement des pays d'Afrique. L'expérience montre qu'elles ont toutes échoué, allant parfois jusqu'à retarder le développement de certains secteurs comme la production artisanale ou la médecine traditionnelle qui soulageait la population avant l'introduction de la médecine occidentale.

Une confusion maintes fois répétée et sciemment entretenue est à relever. L'Afrique n'est pas un continent pauvre, elle a été appauvrie. En dehors du Moyen-Orient en matière de pétrole, l'Afrique est, en ce qui concerne la diversité, le continent le plus riche du monde en ressources naturelles [d'où la convoitise et le désir de la déstabiliser pour faciliter le pillage], mais paradoxalement, il est le plus retardé.

A l'heure actuelle et parce que la croissance économique est favorable aux pays riches et développés mais pas aux pays pauvres<sup>33</sup>, il faut réfléchir à une autre politique de développement en faveur des pauvres, car la logique du système économique mondial produit pour les riches sans penser aux besoins des pauvres. Si tous les pays du monde se mettent au même rythme de consommation que les pays riches du Nord, le monde ira inexorablement vers une catastrophe environnementale planétaire. Nous n'en sommes pas encore là grâce aux modes de consommation des pays pauvres. Si une croissance économique rapide et durable est l'une des conditions du développement dans chaque pays, encourager une grande croissance économique au plan international revient à détruire et/ou à réduire inévitablement l'environnement et l'espace de vie des gens.

Comme la démocratie qui est faite par le peuple et pour le peuple, le développement doit être un effort du peuple, accompli par le peuple et pour le peuple. Il doit être centré sur les êtres humains et répondre à leurs besoins économiques et sociaux. Les êtres humains impliqués dans un processus de développement doivent être des individus qui choisissent librement ceux qui les gouvernent et les dirigeants doivent être responsables de leurs actes devant le peuple. Toutes ces conditions sont-elles remplies dans les pays africains ?

---

<sup>33</sup> « Les 20 % les plus riches se partagent 82,7 % du revenu mondial, tandis que les 20 % les plus pauvres se partagent 1,4 % du revenu mondial », in *Revue Sciences Humaines*, « Repenser le développement », *op. cit.*, p. 27. Population mondiale et part du revenu mondial : 1<sup>ère</sup> tranche : 82,7 % ; 2<sup>e</sup> tranche : 11,7 % ; 3<sup>e</sup> tranche : 2,3 % ; 4<sup>e</sup> tranche : 1,9 % ; 5<sup>e</sup> tranche : 1,4 %. Sources : *Rapport mondial sur le développement humain 1992*, éd. Economica.

### 1.3. Comment l'Europe occidentale contribua au sous-développement des pays du tiers-monde

Il est démontré dans les travaux des spécialistes de l'histoire économique qu'« avant la révolution industrielle, disons jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le niveau de vie du futur Tiers-Monde et celui du futur monde développé étaient très voisins »<sup>34</sup>. Les historiens impartiaux ou objectifs admettent que toutes les régions du monde, y compris l'Afrique noire, se situaient à un niveau quasi égal de développement technique et économique. Jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, les techniques des grandes civilisations d'Asie étaient vues de l'Occident comme supérieures. Malgré la révolution industrielle occidentale, l'écart, dans le domaine technique, entre l'Occident et l'Asie n'était pas encore important. Au XIX<sup>e</sup> siècle, P. Meile notait le haut niveau technique de l'Inde dans le domaine textile et dans celui de la métallurgie. En tout cas, les spécialistes de l'histoire économique ont démontré qu'« au début du Moyen Age, les inventions des Arabes et des Chinois ont beaucoup profité à l'Occident . Ce dernier n'a renoué avec les acquis de la Grèce qu'à travers les Arabes. Les Arabes ont ajouté aux découvertes de la Chine, et l'Europe a perfectionné les découvertes de la Chine en matière de boussole, d'imprimerie, de poudre à canon. Ce sont ces grandes découvertes qui ont permis à l'Europe de s'enrichir, d'accumuler et de préparer les voies de la technologie industrielle »<sup>35</sup>.

Avec le développement de l'industrie technologique occidentale, en particulier, celui des armes à feu, l'Inde commença à accuser son retard et dès que le Royaume-Uni parvint à vaincre militairement l'Inde, l'avance de la technique indienne disparut. Puis, « les marchandises *made in England* vinrent sur place concurrencer victorieusement l'article indigène »<sup>36</sup>. Donc, l'écart entre les deux mondes se creusa à partir de la révolution industrielle et le fossé se renforça au moment où les pays du tiers-monde tombèrent sous une domination coloniale dont les conséquences furent désastreuses pour eux sur le plan économique. Pillés, les pays du tiers-monde contribuèrent à consolider le développement des pays coloniaux déjà engagés dans la voie de l'industrialisation. L'écart se creusa davantage au XIX<sup>e</sup> siècle, en passant

---

<sup>34</sup> Paul Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*, Paris, Gallimard, 1992, p. 458.

<sup>35</sup> Joseph Ki-Zerbo, *A quand l'Afrique ?*, éd. de l'aube/éditions d'en bas, 2003, pp. 97-98.

<sup>36</sup> P. Meile (1958) et R. Schnerb (1957) cités par Paul Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse, op. cit.*, pp. 500-501.



d'abord de 1 à 2 puis de 1 à 3. Vers 1950, il était déjà de 1 à 5,2 et en 1990, il est passé de 1 à 8,2<sup>37</sup>.

Depuis le temps où l'Europe occidentale contribua au sous-développement des pays du tiers-monde, l'homme noir occupe une place inférieure dans la société universelle. Cependant, certains journalistes occidentaux – pour faire croire que l'Occident ne colonise plus l'Afrique et n'exploite plus les hommes noirs ou il ne les domine plus – arguent sur les plateaux de télévision que les Noirs américains et les Africains n'ont plus aujourd'hui le droit de se plaindre parce qu'ils excellent dans pratiquement tous les domaines, en particulier en musique, en athlétisme, dans les sports (boxe, football, basket-ball, etc.). Raisonner ainsi est synonyme de faire preuve d'ignorance, car depuis le pillage systématique de l'Afrique par la traite négrière, l'esclavage et la colonisation, les grandes fortunes sont entre les mains des familles occidentales les plus riches. Elles sont également détenues par les plus importantes firmes transnationales qui ont leur siège social en Occident. Qui organise les plus grands concerts de musique, les plus grandes compétitions sportives (athlétisme, boxe), les plus grands matches de football, de basket-ball ? Qui comptabilise l'argent pendant que les Noirs américains et les Africains se tapent sur le ring, crient devant le micro et gesticulent sur la scène ? Qui imprime et diffusent les CD et les DVD des musiciens, qui édite et publie les ouvrages des auteurs africains les plus vendus dans le monde ? Qui encaisse l'argent des musiciens et des auteurs de livres ? Où se trouve les grandes maisons de disque. Qui fixe le taux de change ?

En politique, seuls les chefs d'État africains qui placent toute leur fortune en argent et en immeubles en Occident sont soutenus par des réseaux mafieux occidentaux. Ceux qui n'adoptent pas ce comportement sont combattus et assassinés avec la complicité des affidés des Occidentaux en Afrique.

Le monde est dirigé par l'argent et par le contrôle des armes en circulation. L'a-t-on seulement compris ?

---

<sup>37</sup> Paul Bairoch, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*, *op. cit.*, pp. 459-460.



## Les facteurs externes du sous-développement

### 2.1. Relire l'histoire du monde afin de la réécrire

L'Afrique est un continent très riche. Mais pourquoi l'Afrique ne se développe-t-elle pas ? Comprendre les raisons de cette énigme revient à démonter le complot pièce par pièce. En effet, la pauvreté du continent africain s'inscrit dans la poursuite de l'idéologie esclavagiste, coloniale et néo-coloniale. Une grande partie de l'élite occidentale pense qu'il est nécessaire de maintenir l'Afrique dans un état de grande pauvreté pour faciliter sa dépendance et le pillage systématique de ses ressources naturelles. « Le concept de dépendance postule que l'avantage économique, culturel et politique des sociétés avancées du Nord détermine de façon quasiment mécanique la subordination à celle-ci des sociétés du Sud. De la sorte, ces dernières voient leurs systèmes de production aussi bien que leurs modes de gouvernement régis par l'influence imparable des pays riches qui les orientent en fonction de leurs nécessités propres. Dans ces conditions leurs élites – et autres bourgeoisies nationales ou non – se trouvent en fait domestiquées par celles des nations industrialisées. De même, leurs agences étatiques se présentent de façon plus ou moins manifestes comme des courroies de transmission de la domination occidentale, quelle que soit par ailleurs leur forme institutionnelle qui peut être autoritaire ou faussement démocratique »<sup>38</sup>.

Plusieurs auteurs ont analysé le *paradigme de l'Économie-Monde* dans le cadre de la relation Centre/Périphérie, parmi lesquels on peut citer Immanuel Wallerstein et les théoriciens de la dépendance, notamment F.H. Cardoso pour l'Amérique latine et Samir Amin pour l'Afrique. Pour ces auteurs, « la forme moderne de l'Économie-Monde capitaliste, apparue au XV<sup>e</sup> siècle et consolidée au XVIII<sup>e</sup>, instaure un mode de domination et des modalités d'exercice de la puissance qui deviennent essentiellement indirects, parce que fondés sur la supériorité économique des pays du Centre par rapport à ceux de la Périphérie et non plus sur le recours prévalent à la force militaire » [...] ce système « favorise la déliquescence totale de gouvernements croupions et presque vassaux dans ceux de la Périphérie. Entre les deux se placent les pays de la Semi-

<sup>38</sup> Bertrand Badie et Guy Hermet, *La politique comparée*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 58.

Périphérie. Ceux-ci sont dotés d'un pouvoir ambitieux qui vise à l'accès à la puissance économique et, par là, au Centre du système mondial. Leurs gouvernements volontaristes revêtent en général une forme autoritaire, cependant que leur force militaire leur permet de jouer le rôle de 'gendarmes' du système global vis-à-vis des zones attardées de la Périphérie. Tel est le cas de la Prusse puis de la Russie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Tel serait, aujourd'hui, celui du Brésil ou, jusqu'en 1979 et la chute du Shah, de l'Iran »<sup>39</sup>. Toutefois, le Centre opte pour une solution militaire en cas d'impasse dans ses relations avec la Périphérie, en s'appuyant sur les pays « gendarmes » qui soutiennent aveuglément et sans faille les pays du Centre. Tel a été le cas, en Afrique, du pouvoir du maréchal Mobutu au Zaïre jusqu'au début des années 1990 pour empêcher les pays d'Afrique centrale et australe de tomber dans le communisme et tel est le cas du Rwanda dans la région des Grands Lacs depuis 1994 pour piller les ressources naturelles de la RD Congo convoitées par les grandes puissances occidentales. Ces pays gendarmes deviennent des outils dont se servent les pays du Centre pour organiser la prédation et la domination des pays de la Périphérie.

## 2.2. *L'ignorance des mécanismes de production de la domination et de la pauvreté*

Le malheur des Africains réside en grande partie non seulement dans l'ignorance des mécanismes de production de la domination et de la pauvreté mais en plus dans les rapports de force déséquilibrés entre les États puissants et les États faibles. Si l'ignorance est liée au manque d'informations adéquates, les rapports de force déséquilibrés facilitent l'exploitation et la soumission des États africains militairement faibles et dépendants. Les cris d'alarme des gens qui disent ce qu'ils savent demeurent ignorés des grands décideurs africains et internationaux. Si de nombreux intellectuels africains sont devenus complaisants et complices, d'autres préfèrent se taire et collaborer avec le système tyrannique national ou international même s'ils savent qu'il ne leur plaît guère et surtout parce qu'ils savent que celui qui entreprend un travail d'éveil de conscience est vite réduit au silence. Le pouvoir tyrannique a tendance à priver des moyens de subsistance tout intellectuel contestataire. Cette privation se fait généralement par le refus d'un travail décent, ce qui exclut l'intellectuel têtu – celui qui ose dire la vérité – du marché du travail et conséquemment du marché économique. Sur cet aspect, le professeur Marc-Louis Ropivia a écrit :

---

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 77.

« On peut comprendre pourquoi, *grosso modo*, dans l'ensemble des États africains, la médiocrité a remplacé l'excellence, que celle-ci soit devenue elle-même un facteur de nuisibilité sociale pour celui qui en a le mérite et que la banalité a eu à prendre le pas sur l'exceptionnel. Il s'est agi, depuis plus d'un quart de siècle, de la part de l'élite dirigeante et intellectuelle associée, de comportements tendant à juguler peu à peu la compétence, à étouffer toute forme de liberté d'expression [...]. L'incompétence et la médiocrité sont partout le fruit de cette politique de nivellement par le bas, qui prend partout des dénominations nationales [...]. Afin de mieux parachever la confiscation des structures de l'État postcolonial, les premières élites universitaires, devenues politiques, décrètent un deuxième slogan : '*l'État n'a pas besoin de docteurs*'. [...] Dès lors, l'intellectuel africain authentique est condamné à ne plus rien prouver. La moindre velléité de compétence, d'excellence, recevra, presque de l'ensemble de l'opinion nationale conditionnée, la réponse la plus triviale du genre *mais qu'est-ce qu'il veut prouver là encore ?* Et si jamais il s'avise de démontrer qu'il est capable de compétence, alors il est affublé de *dangereux* et, dans ce cas, il porte atteinte à la sécurité intérieure de l'État. De tous les pôles actuels en développement du globe, l'Afrique noire et l'Amérique latine sont à peu près les seuls où la doctrine de la sécurité nationale repose essentiellement sur le fait que l'intellectuel est dangereux pour le développement de la nation et que l'*intelligentsia* dans son ensemble est le grand ennemi intérieur qu'il faut éradiquer afin de donner à la nation la stabilité sociopolitique qui lui convient »<sup>40</sup>.

Puisqu'il n'y a plus de guerre en Occident depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (la guerre en ex-Yougoslavie étant une exception), les marchands d'armes vont chercher de nouveaux marchés dans les pays du tiers-monde pour vendre les armes démodées dont l'Occident n'a plus besoin. Dans beaucoup de pays d'Afrique, les dépenses militaires augmentent deux fois plus vite que leur produit national brut. En 1975, Rudolf H. Strahm a écrit : « On peut dire que les pays pauvres subventionnent l'armement des pays riches, car c'est grâce à leurs achats que les frais astronomiques de la recherche militaire peuvent être amortis sur les grandes séries [...] Les seules dépenses d'armement des pays industrialisés sont supérieures aux produits nationaux bruts de tous les pays d'Afrique et d'Asie réunis »<sup>41</sup>.

D'abord les programmes d'ajustement structurel et ensuite la mondialisation ont plongé davantage les plus pauvres des pauvres dans une misère indescriptible. Ceux-ci vivent avec rien du tout, sinon avec moins d'un dollar par jour. « Les plans d'ajustement structurel pilotés par le FMI – qui ont pour finalité de redresser les comptes extérieurs d'un État '*sinistré*' au moyen de politiques de stimulation des exportations, de

---

<sup>40</sup> Marc-Louis Ropivia, « Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique », in *Quelle place pour l'Afrique dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ? op. cit.*, pp. 251-252.

<sup>41</sup> Rudolf H. Strahm, *Pourquoi sont-ils si pauvres ?*, op. cit., p. 17 et p. 13.

délibération du marché des capitaux, de réduction des dépenses publiques, d'élargissement des taxes sur la consommation – soutiennent en définitive *certain*s secteurs de l'économie nationale, notamment les banques et les grands exportateurs, mais ont des incidences négatives sur les couches défavorables : celles-ci sont en effet les premières et les plus durablement touchées par les baisses de salaires et de transferts sociaux, ou par l'augmentation des impôts indirects que ces plans comportent la plupart du temps »<sup>42</sup> A cause de la division internationale du travail, les pays pauvres ne sont pas touchés par les bénéfices de la mondialisation qui a sciemment écarté les Africains pour mieux les dominer. L'essentiel du commerce se fait en dehors de l'Afrique, entre les pays de la *Triade* (Japon-Europe-États-Unis).

Le nombre total de firmes transnationales, dans lesquelles sont enfouis et incrustés les intérêts des grandes puissances, augmente pendant que le nombre total de firmes à vocation nationale diminue dans chaque pays du Sud. Si hier ce sont les États puissants qui dominaient le monde, aujourd'hui ce sont les firmes privées transnationales ou transcontinentales qui dominent le monde. Quelques firmes multinationales sont plus riches que certains États pauvres du tiers-monde. La théorie d'accumulation à l'échelle mondiale montre que les transferts de valeur entre modes de production différents profitent plus au « centre », c'est-à-dire aux pays du Nord, au détriment de la « périphérie » c'est-à-dire aux pays du Sud, selon la logique de l'échange inégal<sup>43</sup>. Depuis l'époque romaine, le centre s'est toujours développé en s'appuyant sur sa périphérie. « De même qu'un centre urbain vit des ressources que lui fournit la périphérie campagnarde, de même les pays industrialisés se sont enrichis grâce au tiers-monde [...]. C'est à travers les Centres des pays du tiers-monde que les Centres des pays riches continuent à exploiter les Périphéries des pays du tiers-monde. Il y a donc communauté d'intérêts entre les Centres des pays industrialisés et ceux du tiers-monde. Aujourd'hui, tous les systèmes de communication, le commerce, les sociétés multinationales, les échanges culturels établissent des liens entre les Centres et négligent la Périphérie. Cela entraîne une intégration transnationale et une désintégration nationale »<sup>44</sup>.

Dans les milieux urbains, les fonctionnaires, les élites au pouvoir et les patrons du secteur privé préfèrent acheter des produits de luxe importés.

---

<sup>42</sup> Pierre de Senarclens et Yohan Ariffin, *La politique internationale. Théories et enjeux contemporains*, Armand Colin, 5<sup>e</sup> édition, 2007, p. 179.

<sup>43</sup> Elsa Assidon, *Les théories économiques du développement*, Paris, La Découverte, 2005, p. 35. Lire aussi Pierre Jalée, *Le Pillage du Tiers-monde*, Paris, Ed. Maspero (coll. « Cahiers libres »), 1965.

<sup>44</sup> Rudolf H. Strahm, *Pourquoi sont-ils si pauvres ?*, *op. cit.*, p. 27.

En rechignant à consommer les produits locaux, ils participent à la paupérisation des Africains sans souvent s'en rendre compte. Pour gagner de l'argent, les télévisions nationales font plus la publicité des marques déposées d'origine étrangère que des produits locaux. Le cas du Coca-Cola est un exemple éloquent. Les Africains consomment cette boisson artificielle au détriment de leurs propres fruits tropicaux qui sont pourtant plus naturels, plus juteux et plus vitaminés.

Avec leurs satellites, leurs agences de presse et leurs chaînes de télévision à vocation internationale, les pays occidentaux imposent leur culture aux pays du tiers-monde. *Voice of Africa* ou *La Voix de l'Amérique*, *Radio France International* (RFI), *TV 5 Europe*, *BBC World Service*, *La Voix de l'Allemagne*, *Deutsche Welle*, etc. ont des émissions de télévision et des programmes qui diffusent en direction de l'Afrique des modèles culturels occidentaux ; en retour, il n'existe pas en Afrique des programmes en direction de l'Occident pour vendre positivement l'Afrique. Aujourd'hui, les Africains ne consomment que les images négatives diffusées par les grandes agences de presse occidentales qui imposent astucieusement l'image de supériorité de l'Occident. La publicité aidant, les grandes compagnies transnationales vendent sans difficulté des biens de consommation qui ne correspondent pas aux besoins fondamentaux des Africains, comme c'est le cas avec le lait en poudre, les cigarettes, les bières importées, les produits de beauté qui brûlent les visages des femmes, etc. « Au début des années 70, les États-Unis ont exporté en moyenne 150'000 heures d'émission de télévision par an, dont plus des trois quarts vers les pays du tiers-monde. Au deuxième rang se trouve la Grande-Bretagne avec 20 à 30'000 heures d'émission par an, suivie par la France avec 15 à 20'000 heures d'émission »<sup>45</sup>. Ces émissions n'ont eu qu'un but caché : accentuer la dépendance des Africains.

### 2.3. *Les programmes scolaires ne répondent pas prioritairement aux besoins des Africains*

Pendant l'époque coloniale, les infrastructures éducatives répondaient aux desseins stratégiques des colons. Elles se réduisaient à l'imposition de la culture et des langues occidentales aux populations colonisées afin d'assurer la prédominance du mode de penser du colonisateur. Dans une irresponsabilité totale, les Français enseignaient, par exemple, aux enfants noirs que leurs ancêtres étaient des Gaulois ! Les Belges diffusaient l'album *Tintin au Congo* pour se moquer des Africains.

---

<sup>45</sup> UNESCO, « Reports and Papers on Mass Communications », n° 70, p. 30 cité par Rudolf H. Strahm, *Pourquoi sont-ils si pauvres ?*, *op. cit.*, p. 39.

Aujourd'hui, le système éducatif favorise plus les centres urbains que les zones rurales parce que la formation universitaire est plus orientée en fonction des besoins et des salaires des urbains que des ruraux et parce que les gouvernements africains ont décidé de reproduire bêtement le système de formation des pays industrialisés où, grâce aux moyens de transport réguliers, la distance entre la campagne et la ville est moins grande. En Afrique, les urbains profitent plus de la formation des cadres que les campagnards qui ont envoyé leurs enfants en ville pour y parachever leurs études. Les économistes, les ingénieurs, les médecins, etc. choisissent de rester en ville après leur formation parce que c'est là qu'ils trouvent un emploi et/ou une clientèle. Les universités africaines et les instituts supérieurs ne forment pas assez dans les domaines prioritaires comme l'agropastorale, l'artisanat, l'innovation, la prospection, l'hôtellerie, les métiers associés à la paysannerie, à l'habillement, à la gastronomie africaine, etc. Le manque d'une vision claire pour le futur a conduit les universités africaines à former des diplômés d'un haut niveau sans leur offrir des perspectives d'emplois dans le court et le long terme. Cela a abouti à l'exode des cerveaux. Les pays occidentaux dépouillent l'Afrique des cadres pour lesquels ils n'ont investi aucun sou. L'exode des cerveaux est renforcé par l'attrait des modèles occidentaux sur les universitaires africains. En tout cas, pour l'historien guyanais Rodney Walter, l'innovation a été entravée en Afrique par la ponction de populations jeunes lors de l'esclavage et par l'importation de biens et de technologie occidentaux. Il affirme : « la technologie occidentale avait fait d'énormes progrès, au moins partiellement financés par les profits tirés de l'esclavage. L'innovation africaine fut presque totalement éradiquée. Les travailleurs africains étaient sous-payés, exploités, surtaxés, volontairement sous-éduqués et mal éduqués par les colons. En plus, le système d'éducation colonial, qui remplaçait les systèmes d'éducation africains, encourageait le sous-développement des ressources intellectuelles africaines en limitant les opportunités d'éducation de même que les niveaux d'éducation offerts. Bref une forme d'impérialisme culturel »<sup>46</sup>. Pour démontrer que l'Europe coloniale n'apporta pas de grands changements ou des innovations en termes de développement, Rodney Walter résume ainsi la situation : « Il est superficiel de dire que le colonialisme a 'modernisé' l'Afrique, et la preuve la plus convaincante en est que la vaste majorité des Africains sont entrés dans le colonialisme la houe à la main et en sont sortis la houe à la main ».

---

<sup>46</sup> <http://www.grioo.com/info5973.html>